

**AP N° 2022-MU-162-IC**

**Arrêté préfectoral de mesures d'urgence  
société SEPE DES QUATRE VALLÉES  
pour le parc éolien qu'elle exploite  
sur le territoire de la commune de COOLE (51)**

**Le Préfet du département de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** les constats effectués le 23 août 2022 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est lors de la visite de contrôle du parc éolien " Les 4 Vallées 1 " de la société d'exploitation SEPE DES QUATRE VALLÉES située sur le territoire de la commune de Coole, faisant suite à l'incendie qui s'est déclaré le lundi 22 août 2022 sur l'éolienne n° E6 du parc éolien " Les 4 Vallées 1 " sus-nommé ;

**CONSIDERANT** que le parc éolien " Les 4 Vallées 1 " relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la société SEPE DES QUATRE VALLÉES a connu un accident le 22 août 2022 sur l'éolienne n° E6 du parc éolien " Les 4 Vallées 1 " qu'elle exploite ;

**CONSIDERANT** que cet accident a entraîné l'incendie de la nacelle, la chute d'éléments sur la plateforme et au pied de l'éolienne ainsi que l'envol de résidus et débris calcinés ;

**CONSIDERANT** que cet incendie peut être de nature à compromettre la stabilité mécanique de la nacelle, du rotor et/ou des fixations des pales de l'éolienne n° E6 et que la chute de pièces de l'éolienne, dans un environnement par ailleurs de terres agricoles et à proximité d'un chemin de l'association foncière, peut porter atteinte à la santé et la sécurité humaine ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a immédiatement fait procéder à la coupure de l'alimentation électrique de l'ensemble du parc éolien par mesure de sécurité ;

**CONSIDERANT** que le balisage diurne et nocturne nécessaires à la sécurité aérienne fonctionnent actuellement temporairement sur batterie ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a immédiatement mis en place un périmètre de sécurité et mis en place un gardiennage 24/24 du site ;

**CONSIDERANT** que l'inspection a constaté lors de la visite du 23 août 2022, que des résidus et débris calcinés légers s'envolaient encore et se déposaient au sol ;

**CONSIDERANT** que suite à l'accident, il convient de mettre en place des mesures d'urgence afin de garantir le maintien de la sécurité du site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'encadrer la remise en exploitation des éoliennes E1 à E5 du parc éolien "Les 4 Vallées 1 " d'une part, ainsi que toute modification, remise en service ou démantèlement de l'éolienne E6 d'autre part ;

**CONSIDERANT** que le délai de réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'accident ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Marne

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – Champ d'application**

La société SEPE DES QUATRE VALLÉES, dont le siège social se trouve 50 ter, rue de Malte, 75011 PARIS, ci-après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions de mesures d'urgence du présent arrêté pour l'exploitation du Parc Éolien " Les 4 Vallées 1 ", situé sur le territoire de Coole (51) et constitué de 6 éoliennes numérotées E1 à E6.

### **ARTICLE 2 – périmètre de sécurité**

Le périmètre de sécurité et le gardiennage établis par l'exploitant, a minima de 200 mètres autour de l'éolienne E6, destinés notamment à interdire l'accès du site aux tiers, sont maintenus tant que les conditions de sécurité d'accès à l'éolienne ne sont pas garanties.

L'information aux tiers est renforcée par la mise en place de panneaux d'information sur les risques de chute d'éléments au droit de ce périmètre de sécurité.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès que les conditions d'accès à l'éolienne sont garanties et que le périmètre de sécurité peut être levé.

### **ARTICLE 3 - balisage**

Sauf indication contraire des services de l'Aviation Civile et de l'Aviation Militaire, l'exploitant prend toute mesure nécessaire au maintien du bon fonctionnement des balisages diurnes et nocturnes nécessaires à la sécurité aérienne.

### **ARTICLE 4 – Rapport circonstancié d'incident/accident**

**Sous quinze jours à compter du 22 août 2022**, date de l'accident sur l'éolienne E6, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme. L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'accident recueillie après la remise de ce rapport.

### **ARTICLE 5 – rapports d'expertise**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **dès qu'ils sont à sa disposition**, les rapports d'expertise d'assurance et des fabricants, établis dans le cadre de l'enquête en cours et relative à l'accident survenu sur l'éolienne E6 du parc éolien "Des 4 Vallées 1".

#### **ARTICLE 6 - déchets**

**A compter du lendemain de la notification du présent arrêté**, l'exploitant procède au ramassage des déchets calcinés qui se déposent au sol en dehors du périmètre de sécurité établi autour de l'éolienne E6.

**Dès lors que le périmètre de sécurité est levé**, le nettoyage de l'ensemble des déchets générés par l'accident est réalisé sur la totalité de la zone concernée.

Ces déchets sont conditionnés et stockés de telle manière qu'ils ne puissent porter atteinte aux intérêts exprimés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le temps nécessaire aux expertises en cours. Ils sont évacués et éliminés par les filières autorisées. Les bordereaux de suivi et d'élimination des déchets correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection.

#### **ARTICLE 7 - pollution**

**Dès lors que le périmètre de sécurité est levé**, l'exploitant procède au sondage et à l'analyse du sol, dans un périmètre à justifier autour de l'éolienne E6, permettant de caractériser l'impact éventuel de l'accident sur la qualité des sols, généré par les substances qui auraient pu s'écouler à cette occasion.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de cette étude **dès qu'il est à sa disposition**. Il est, le cas échéant, accompagné des éventuelles mesures de dépollution à mettre en place précisant les filières de traitement retenues, ainsi que d'un échéancier de réalisation. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection.

#### **ARTICLE 8 – remise en service**

- Eoliennes E1 à E6

La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'accident du 22 août 2022 fait l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées, précisant la nature des installations concernées et les modalités de remise en service.

- Eolienne E6

Si l'exploitant choisit de maintenir une partie des installations en service et/ou réhabiliter le matériel endommagé, il justifie de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis à l'inspection des installations classées avant remise en service des installations.

Si l'exploitant choisit de remplacer l'éolienne, il élabore et transmet à l'inspection des installations classées, avant la réalisation des travaux, un rapport à porter à connaissance conforme à l'article R.181-46 du code de l'environnement, détaillant les dispositions constructives des nouvelles installations permettant d'intégrer le retour d'expérience de l'accident du 22 août 2022.

Dans les deux cas précités, l'exploitant justifie du respect des mesures applicables à toute mise en service d'une éolienne conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 9 – Recours**

Conformément à l'article L 514-6 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 10 : Sanctions**

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

#### **Article 11 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12 : Execution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à Monsieur le maire de la commune de Coole qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société SEPE DES QUATRE VALLEES.

Châlons-en-Champagne, le 24 août 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Emile SOUMBO